

# **ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DE DIJON**

## **MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE PROGRAMMATION EN VUE DE LA RÉHABILITATION DES ESPACES INTERIEURS DE L'ENSA DIJON**

**MARCHE N°**

**2024-ENSA-PROGRAMMISTE- REHABILITATION DES ESPACES INTERIEURS**

### **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

École Nationale Supérieure d'Art de Dijon,  
3 rue Michelet,  
BP 22566,  
21025 Dijon cedex, France

**Numéro du marché**

---



## Table des matières

Préambule .....	5
1 Objectifs de l'étude.....	6
2 Cadrage de l'étude.....	7
<b>2.1 Lancement de l'étude .....</b>	<b>7</b>
<b>2.2 Diagnostics .....</b>	<b>7</b>
<b>2.3 Assistance à maîtrise d'ouvrage et étude de faisabilité .....</b>	<b>8</b>
<b>2.4 Synthèses et communication .....</b>	<b>10</b>
<b>2.6 Prestations sur bon de commandes .....</b>	<b>10</b>
3 Cadre d'exécution de la mission.....	10
<b>3.1 Compétences requises.....</b>	<b>10</b>
<b>3.2 Méthodologie d'exécution de la mission .....</b>	<b>10</b>
<b>3.3 Pilotage et suivi par l'Ensa Dijon.....</b>	<b>11</b>
4 Calendrier de l'étude .....	11
<b>4.1 Lancement de l'étude et diagnostics .....</b>	<b>11</b>
<b>4.2 Accompagnement suite au rendu de l'étude de faisabilité.....</b>	<b>11</b>
5 Pièces contractuelles .....	11
6 Obligations relatives aux données et documents, à la confidentialité et aux données personnelles .....	12
<b>6.1 Obligation de confidentialité.....</b>	<b>12</b>
<b>6.2 Obligations du titulaire concernant les données et documents qu'il établit.....</b>	<b>12</b>
<b>6.3 Protection des données personnelles .....</b>	<b>12</b>
7 Durée et délais d'exécution .....	13
<b>7.1 Durée du marché .....</b>	<b>13</b>
<b>7.2 Délai d'exécution des prestations .....</b>	<b>13</b>
8 Démarrage des prestations .....	13
9 Constatation de l'exécution des prestations .....	13
<b>9.1 Vérifications .....</b>	<b>13</b>
<b>9.2 Décision après vérification .....</b>	<b>13</b>
10 Obligations des titulaires .....	13
<b>10.1 Obligation de résultats .....</b>	<b>13</b>
11 Prix et modalités de règlement .....	14
<b>11.1 Caractéristiques des prix .....</b>	<b>14</b>
<b>11.2 Contenu des prix .....</b>	<b>14</b>
<b>11.3 Modalités de règlement.....</b>	<b>14</b>
11.3.1 Présentation des factures.....	14

11.3.2	Délai global de paiement.....	15
11.3.3	Paie ment des cotraitants.....	15
11.3.4	Avance .....	16
11.3.5	Remise des demandes de paiements.....	16
12	Assurances .....	16
13	Droit de propriété intellectuelle .....	16
14	Pénalités de retard, résiliation et litiges .....	16
14.1	<b>Défaut d'exécution ou non-respect des délais contractuels de livraison.....</b>	<b>16</b>
14.2	<b>Arrêt de l'exécution des prestations .....</b>	<b>17</b>
14.3	<b>Résiliation .....</b>	<b>17</b>
14.4	<b>Litige - règlement des différends.....</b>	<b>17</b>
14.5	<b>Référents du titulaire.....</b>	<b>17</b>
15	Liste récapitulative des dérogations au C.C.A.G.-PI .....	18

## Préambule

L'ENSA Dijon est un établissement public à caractère administratif placé sous la double tutelle du ministère de la Culture et du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Elle délivre deux diplômes nationaux (DNA et DNSEP) en Art et en Design d'espace.

Elle compte un effectif de 50 agents, et accueille en moyenne 180 étudiants.

Au cours de leur cursus, les étudiants se forment aux techniques de production nécessaires à l'expression contemporaine, depuis les plus traditionnelles (photographie argentique, dessin, peinture, sculpture...), associant toute la palette des matériaux (terre, bois, métal...), jusqu'aux nouvelles technologies (informatique, infographie et multimédia...). Dans le même temps, des cours d'histoire et de théorie des arts et du design, ainsi que de langues étrangères, sont au programme tout au long des études.

L'ENSA est installée depuis 1905 dans l'ancien palais épiscopal de Dijon jouxtant le chevet de la cathédrale Saint-Bénigne.

Attribué à l'ENSA Dijon, l'ensemble immobilier « historique », situé rue Michelet, est implanté sur une parcelle cadastrée EV 363 pour une superficie totale de 4402 m<sup>2</sup>.

Les bâtiments sont situés en **site patrimonial remarquable**.

Élevé en 1768-1770 par l'architecte Charles Saint-Père, seule partie réalisée d'un projet plus ambitieux, le palais épiscopal est constitué d'une aile unique en retour d'une l'aile médiévale destinée au dortoir des moines (accueillant actuellement le musée archéologique de la ville de Dijon).

Le palais est **classé au titre des monuments historiques** par arrêté du 8 janvier 1996 aussi bien pour le clos et le couvert, que pour les aménagements intérieurs pour huit salles.

En 1958, une aile en retour (dite aile Beck) a été construite afin d'y loger les espaces de cours manquants dans le palais épiscopal. Cette partie, dite « bâtiment 1960 », n'est pas classée, mais elle est partie intégrante du site patrimonial remarquable.

Le palais épiscopal ainsi que ledit « bâtiment 1960 » forment le bâtiment d'enseignement.

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2016, la villa précédemment destinée au logement de fonction du directeur ou de la directrice a été réaffectée à l'accueil de l'administration de l'école, ce qui constitue un gain de 198 m<sup>2</sup> pour la pédagogie dans les deux autres bâtiments de l'école.

Enfin, l'ENSA bénéficie depuis 2016 de la l'affectation d'une entité voisine, appartenant à l'Etat, composée d'un ancien gymnase sis 3, rue du Docteur Maret. Ce bâtiment est toujours relié à la résidence du CROUS en ce qui concerne les fluides (eau et chauffage). Il est à noter qu'un projet immobilier de réhabilitation de la parcelle est en cours autour du gymnase : le projet dit « Campus Maret », qui prévoit l'installation de locaux pour l'Ecole supérieure de Musique de Bourgogne-Franche Comté et du campus dijonnais de Sciences Po Paris.

L'ENSA Dijon est un établissement recevant du public (ERP) de 4<sup>ème</sup> catégorie.

Le site est composé par :

- Le bâtiment affecté aux activités de l'enseignement :

Identifié dans Chorus ReFX sous le n°168953/323476, il s'agit de la partie classée « monument historique » et de son extension en liaison réalisée en 1958 (non classée). Il est le bâtiment principal de l'école d'une Surface Hors d'Œuvre Nette de 5 738 m<sup>2</sup> et d'une Surface de plancher de 5 413 m<sup>2</sup>.

- Le bâtiment affecté aux activités de l'administration :

Identifié dans Chorus ReFX sous le n°168953/384588, le bâtiment présente une Surface Hors d'Œuvre Nette de 554 m<sup>2</sup> et d'une Surface de plancher de 548 m<sup>2</sup>.

- Le bâtiment affecté au logement du gardien et à l'accueil du public :

Identifié dans Chorus ReFX sous le n°168953/3384574, le bâtiment affecté au logement du gardien de l'école représente une Surface Hors d'Œuvre Nette de 142 m<sup>2</sup> et d'une Surface de plancher de 142 m<sup>2</sup>. Il a fait l'objet d'une rénovation complète achevée en 2022.

- Le gymnase Maret affecté exclusivement à la pédagogie :

Identifié dans Chorus ReFX sous le n°169067/333839, le bâtiment est à l'origine un gymnase d'une surface Hors d'Œuvre Nette de 340 m<sup>2</sup> et d'une surface de plancher de 305 m<sup>2</sup>. Il a fait l'objet d'une rénovation complète achevée en 2021, qui a permis d'en modifier l'usage. Il est situé sur la parcelle cadastrée EV287 d'une superficie de 1641 m<sup>2</sup>.

Le périmètre de l'étude porte sur les bâtiments d'enseignement et d'administration du site de l'ENSA Dijon.

Sur la parcelle limitrophe à celle de l'ENSA, un projet, de réhabilitation est en cours, piloté par le rectorat de Dijon. Ce grand projet permettra de créer un nouveau campus, proche du centre-ville, le « campus Maret ». Ce campus recevra à terme Sciences -Po et l'Ecole Supérieure de Musique de Dijon (ESM). Un accès commun aux trois écoles (Sciences- Po, l'ESM et l'ENSA) sera créé, et une harmonie paysagère recherchée à l'échelle de l'ilot.

L'ENSA Dijon souhaite s'inscrire dans un vaste programme immobilier qui place au centre la prise en compte du développement durable en site patrimonial remarquable.

Le marché se décompose en 2 missions distinctes, étude préliminaire et pré – programme constituant les études de faisabilité.

## **1 Objectifs de l'étude**

Le présent marché a pour objet de confier l'exécution d'une prestation de programmation pour la rénovation des espaces intérieurs des bâtiments d'enseignement et de l'administration de l'école nationale supérieure d'art de Dijon (ENSA Dijon). L'objectif attendu consiste en la réalisation d'un programme général ou pré-programme qui permettra de rédiger un programme technique détaillé traité dans le cadre d'un marché ultérieur.

Le programme général sera accompagné d'une enveloppe prévisionnelle d'opération.

Pour mener à bien cette étude, il est proposé de désigner l'école recherche une équipe réunissant des compétences en programmation architecturale dans le domaine culturel, alliées à une sensibilité particulière pour le patrimoine, mais aussi la transition écologique et des compétences de bureau d'études spécialisé en thermique du bâtiment et en économie de la construction.

La prestation portera sur les axes suivants :

- Accompagner l'école dans ses réflexions au regard de l'optimisation de son patrimoine immobilier et de ses espaces intérieurs pour répondre aux besoins pédagogiques et à l'évolution des usages ;
- Réaliser une analyse de potentiel intégrant une dimension comparative des écoles nationales d'art en construction, neuves ou à réhabiliter et incluant la situation de l'ENSA Dijon sur son territoire,
- Proposer des hypothèses de structuration économique pour assurer le portage de cette opération ;
- Proposer des hypothèses de gouvernance opérationnelle du projet pendant la phase des travaux ;
- Évaluer les coûts supplémentaires liés au déroulement des activités déployées dans un lieu rénové ;
- Établir un calendrier des actions et une planification opérationnelle en vue de la rédaction d'un programme technique détaillé ;

- Élaborer une première estimation des coûts de la réhabilitation des espaces intérieurs du bâtiment, au regard du projet envisagé, selon deux variantes (en site occupé et en site fermé);
- Proposer des solutions permettant la continuité d'activité de l'école pendant la durée des travaux, le cas échéant (cf. item précédent) ;
- Évaluer le coût de la continuité d'activité selon les deux variantes (en site occupé et en site fermé);
- Garantir que le projet envisagé permette d'assurer, pour chaque activité, le respect des normes d'occupation (par salarié et par élève) définies par la politique immobilière de l'Etat;
- Apporter les premiers éléments permettant d'inscrire la réhabilitation de l'ENSA dans le cadre des prescriptions et recommandations de l'Etat en matière de développement durable et plus particulièrement de décarbonation de l'administration publique en application du décret tertiaire (décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019) ;
- Identifier pour chaque composante du projet les opportunités de financement pertinentes en distinguant l'investissement et le fonctionnement (subventions État et collectivités, Fonds européens, Fonds vert, mécénat, etc.).

## **2 Cadrage de l'étude**

La prestation doit :

- Permettre à l'ENSA Dijon de spécifier son projet et de consolider son approche dans l'objectif d'assurer un meilleur fonctionnement de la pédagogie dans ses espaces réhabilités en consultant largement les communautés étudiante, enseignante, administrative et technique ;
- Dégager les axes stratégiques et opérationnels à développer qui seront inscrits dans son schéma pluriannuel de programmation immobilière (SPSI) ;
- Rendre l'Ensa Dijon en capacité de construire et déposer des dossiers de candidature et de s'inscrire dans les calendriers des appels à manifestation et autres opportunités de financement (tels que : contrat triennal, AMI, PIA 4, Fonds européens, mécénat...) ;
- Permettre à l'Ensa Dijon d'assurer, dans le cadre de la réalisation du projet, ses obligations au regard des normes applicables en matière de développement durable, s'agissant notamment de la performance énergétique et du taux d'occupation des locaux.

### **2.1 Lancement de l'étude**

Cette mission intègre la réunion de lancement de la prestation. Le titulaire présentera un document méthodologique traduisant sa vision globale du déroulement du projet, de ses enjeux ainsi que le planning détaillé accompagné des recommandations nécessaires. L'objectif de la réunion de lancement est de valider le déroulé global de la mission.

### **2.2 Diagnostics**

#### **Missions statutaires et projet**

- Effectuer une analyse de potentiel permettant d'évaluer, avec les parties prenantes de l'Ensa Dijon, les besoins et opportunités liés à la réhabilitation des espaces intérieurs en lien avec les travaux nécessaires identifiés dans le cadre du diagnostic de l'architecte en chef des monuments historiques (ACMH) sur le clos et couvert ;

## **Aspects financiers et gouvernance**

L'étude devra établir des hypothèses de gouvernance et de pilotage de projet et identifier des partenaires potentiels à mobiliser aussi bien pour assurer le bouclage du plan de financement que pour assurer la réalisation du projet.

Cette étude devra en outre identifier, pour chaque composante du projet, les opportunités de financements pertinentes en distinguant l'investissement et le fonctionnement (telles que : subventions État et collectivités, Fonds européens, création de filiales, mécénat, etc.)

**Dans le cadre de l'établissement de ces diagnostics**, le titulaire devra :

- Créer un fonds documentaire en recueillant l'ensemble des données connues (plans, photos, contraintes d'urbanismes, diagnostics divers, procès-verbaux de commission de sécurité...);
- Mener à bien des rencontres avec les différentes personnes concernées par le projet. Le but de ces rencontres est d'établir un échange constructif afin de connaître les besoins et usages futurs et ainsi dégager des orientations du projet. La synthèse de ces rencontres devra fonder le programme général des besoins, permettant ainsi de déterminer les objectifs du projet.

## **2.3 Assistance à maîtrise d'ouvrage et étude de faisabilité**

Dans le cadre de l'accompagnement de l'Ensa Dijon à la définition d'un projet de réhabilitation de son patrimoine immobilier, ainsi que dans la définition d'un positionnement de lieu ancré dans son territoire et contribuant au renforcement de l'image de l'Ensa Dijon en tant qu'opérateur national, le prestataire proposera un scénario de projet et une étude de faisabilité comprenant des recommandations sur les différents points suivants :

### **Missions statutaires**

- Identifier les besoins en espaces et les investissements subséquents ainsi rendus nécessaires permettant à l'Ensa Dijon de mener à bien ses missions pédagogiques de formation et d'éducation artistique et culturelle.

### **Territoire**

- Identifier les axes, opportunités et potentiels partenaires institutionnels, collectivités, structures culturelles du territoire en lien avec les activités pédagogiques de l'Ensa Dijon.

### **Aspects financiers**

- Construire un projet de plan de financement de l'opération immobilière et un projet de plan d'affaires au titre des activités culturelles et économiques au regard du montant des investissements à réaliser ; les documents à établir sont notamment un tableau d'investissement et de fonctionnement ainsi qu'un tableau de financement ;
- Etablir ainsi un chiffrage global de l'opération s'appuyant sur un principe de soutenabilité économique du projet ;
- En vue d'une commission ministérielle des projets immobiliers de la Culture (CMPI) qui sera organisée en fonction du montant de l'opération, un dossier devra être fourni.

### **Aspects immobiliers et bâtimentaires**

- Etablir un tableau d'occupation des surfaces (par salarié et par élève, par activité) ;



- Chiffrer le coût de réhabilitation en fonction des activités qui pourraient y être redéployées et réorganisées ;

Le cas échéant, l'étude pourra proposer des pistes de redistribution des espaces et de réhabilitation dans le périmètre des bâtiments existants.

Dans le cadre de l'étude de faisabilité et afin d'apporter des réponses précises sur le chiffrage et la faisabilité des travaux envisagés dans le cadre de la réhabilitation le prestataire pourra s'appuyer sur le résultat du diagnostic du clos et couvert de l'ACMH, Martin Bacot, permettant de mettre en cohérence la conception d'un projet en réhabilitation des espaces intérieurs et d'en déterminer les contraintes ainsi que les atouts.

#### **Ressources humaines (réponse à construire en collaboration avec la direction de l'ENSA Dijon et la DGCA)**

- Identifier, dans le cadre de la préparation à destination de la CMPI, les besoins en supports de postes complémentaires en fonction des activités développées, tant au titre de la nature de ces activités d'un point de vue métier qu'au titre des fonctions support ;
- À cet égard, définir, le nombre de personnels en cohérence avec le plafond d'emplois de l'Ensa de Dijon, qui est limitatif et exprimé en équivalents temps plein travaillés (ETPT) est défini chaque année en loi de finances pour chaque opérateur de l'Etat recensé dans le rapport annexé au projet de loi de finances annuel (dit « jaune budgétaire Opérateurs »), en application de l'article 7, III, de la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2021 relative aux lois de finances. Le Guide de décompte des emplois des opérateurs de l'Etat publié par la direction du budget des ministères économique et financier, disponible sur internet, détermine le périmètre précis d'application du plafond d'emplois et les règles de consommation des emplois des opérateurs.

#### **Construction de scénarios**

Cette étude doit permettre de dégager les orientations en termes de besoins et d'usages. Elle devra comporter plusieurs scénarios de restructuration qui devront comprendre pour chacun :

- Un schéma organisationnel et fonctionnel de l'usage des différents bâtiments ;
- La liste des travaux à effectuer ;
- Un tableau des surfaces d'affectation ;
- Un coût des travaux (et d'opération) ;
- Un planning.

Les propositions de scénarios devront être argumentées et comparées afin de permettre le meilleur choix possible. Il conviendra d'intégrer la contrainte liée à la poursuite du fonctionnement des activités pendant la phase travaux.

#### **Achèvement de la mission**

- Elaborer des documents de présentation et de synthèse destinés à être présentés au ministère de la Culture par l'Ensa Dijon ;
- Assurer en réunion la présentation des conclusions des études au ministère de la Culture et aux communautés de l'école dans le cadre de ses instances ;

## **Livrables**

La mission diagnostics comportera les livrables suivants :

- Comptes-rendus de réunions de suivi avec l'Ensa Dijon (envoi dans les 48h) ;
- Études avec schémas illustratifs et tableaux de synthèse ;
- Synthèse des compte-rendu des entretiens avec tout interlocuteur interne ou externe et résultats de l'analyse de potentiel.

### **2.4 Synthèses et communication**

- Organisation et envoi d'un compte rendu d'une réunion point d'étape avec le comité de suivi de l'Ensa Dijon ;
- Présentation en comité de suivi et en comité de pilotage (décrits ci-dessous) ;
- Prestation d'accompagnement de l'Ensa Dijon auprès de la tutelle Culture, des services déconcentrés de l'Etat (préfectures de région et de département, services de l'immobilier de l'Etat, direction régionale des affaires culturelles dont architecte des bâtiments de France) aux fins de présentation des éléments de diagnostic et de la faisabilité du projet (notamment par une participation à des réunions en présentiel ou en visioconférence, à des visites de site, ...) ;
- Document de synthèse servant à la communication du projet.

### **2.6 Prestations sur bon de commandes**

Dans les suites de l'achèvement de l'étude, le titulaire pourra être sollicité par l'Ensa Dijon pour la participation à de nouvelles réunions en lien avec les prestations réalisées par ses soins.

Ces prestations, réalisées sur bons de commande, sont rémunérées par des prix unitaires, étant précisé que chacune des prestations fera l'objet d'un bon de commande en cours d'exécution du marché à la discrétion de l'Ensa Dijon.

Le montant des prestations réalisées sur bons de commande ne pourra pas excéder la somme de 10.000 Euros sur la durée totale du marché (périodes de reconduction incluses).

## **3 Cadre d'exécution de la mission**

### **3.1 Compétences requises**

Dans le cadre de la réalisation de cette étude, le prestataire devra s'assurer de rassembler les compétences nécessaires pour répondre aux différents axes de l'étude.

« L'équipe projet » proposée par le prestataire devra ainsi faire montre d'une expertise dans la programmation culturelle, la transition écologique des bâtiments, l'économie et le financement de projet, l'architecture et l'assistance à la maîtrise d'ouvrage (en ingénierie culturelle et sur le plan bâtiminaire), ainsi que dans le domaine patrimonial, analyse des acteurs culturels sur le territoire & RH

### **3.2 Méthodologie d'exécution de la mission**

L'analyse de potentiel et l'accompagnement à la définition de projet s'appuieront sur une série d'entretiens et d'échanges conduits par le prestataire auprès de l'ensemble des membres de l'équipe de l'école, en collaboration étroite avec l'équipe projet de l'Ensa Dijon, composée de la direction, du régisseur, des assistants de prévention et de représentants des étudiants et des enseignants ainsi que de la tutelle Culture, ainsi que de personnalités qualifiées et partenaires pertinents. La liste des entretiens à conduire fera l'objet

d'une validation préalable par l'Ensa Dijon, qui pourra se faire représenter, le cas échéant, par un membre de l'équipe projet aux côtés du prestataire.

### **3.3 Pilotage et suivi par l'Ensa Dijon**

Le comité de pilotage du projet comprend :

- Les membres du comité de direction de l'Ensa Dijon qui réunit la directrice, la secrétaire générale et les chef.fe.s de département ;
- Un représentant de la direction générale de la création artistique (DGCA) du ministère de la culture ;
- Un représentant de la direction régionale des affaires culturelles Bourgogne Franche Comté ;
- Un représentant du projet « campus Maret » pour assurer la cohérence d'ensemble

Le comité de suivi se compose de :

- La directrice ou de la secrétaire générale ou son représentant ;
- Régisseur des services techniques ;
- Des deux assistants de prévention
- Des professeurs responsables des ateliers
- Des représentants étudiants
- L'ACMH pour la relation dedans/dehors

Le prestataire rend compte mensuellement au comité de suivi de l'avancement de ses travaux et tient une réunion d'étape hebdomadaire avec les membres du comité de suivi.

## **4 Calendrier de l'étude**

### **4.1 Lancement de l'étude et diagnostics**

Réunion de démarrage : après la notification du marché, en janvier 2025 ;

Réunions régulières à fixer avec le comité de suivi entre la date de notification du marché et le rendu du programme général, soit deux fois par mois en 2025

Réunion d'étape sur la part diagnostics à mi-parcours en 2025 ;

### **4.2 Accompagnement suite au rendu de l'étude de faisabilité**

Dans les suites de la restitution et de la présentation de l'étude de faisabilité auprès du comité de pilotage, l'Ensa Dijon pourra solliciter, sur bon de commande, le titulaire aux fins de l'accompagner dans la participation à de nouvelles réunions en lien avec l'étude réalisée à compter de la date de remise du programme général.

## **5 Pièces contractuelles**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement du titulaire du marché (A.E.) ;
- Le bordereau comprenant la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) et les prix unitaires (B.P.U.) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- Le CCAG-PI ;

- Les documents remis par le titulaire lors de la consultation au marché, notamment sa note méthodologique ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus.

Le présent marché est soumis au cahier des clauses administratives générales issu de l'arrêté du 30 mars 2021 applicable aux marchés de prestations intellectuelles. Le titulaire déclare parfaitement connaître ce dernier document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché. Le texte peut être consulté sur le site internet <http://www.legifrance.gouv.fr>.

La signature de l'acte d'engagement du marché entraîne l'acceptation par le titulaire de l'ensemble des stipulations contractuelles contenues dans le cahier des clauses particulières du marché dont l'exemplaire original conservés dans les archives de l'Ensa Dijon fait seule foi.

Toute clause contraire aux stipulations contenues dans les cahiers des clauses particulières est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## **6 Obligations relatives aux données et documents, à la confidentialité et aux données personnelles**

### **6.1 Obligation de confidentialité**

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, relatif notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Conformément aux stipulations de l'article 5.1.3 du CCAG-PI, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

### **6.2 Obligations du titulaire concernant les données et documents qu'il établit**

Toutes les données et tous documents établis par le titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché sont des documents à caractère administratif communicables et sont propriété de l'Ensa Dijon.

### **6.3 Protection des données personnelles**

Le Titulaire doit se conformer aux exigences découlant du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016 concernant la protection des données personnelles.

Le Titulaire doit prendre toute précaution utile afin de limiter l'utilisation des données personnelles ou sensibles auxquelles il peut avoir accès et à garantir une sécurité appropriée à ces données.

À ce titre, le Titulaire s'engage à respecter et à prendre toute disposition nécessaire pour respecter et faire respecter par son personnel et par toute personne intervenant pour son compte les obligations afférentes à la protection des données personnelles.

## **7 Durée et délais d'exécution**

### **7.1 Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée de **9 mois** à partir de la notification du marché.

### **7.2 Délai d'exécution des prestations**

Les délais d'exécution prévisionnels sont fixés dans le calendrier général figurant à l'article 4 du présent CCP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

## **8 Démarrage des prestations**

La date de réception de la notification du marché au titulaire vaut ordre de démarrage des prestations.

## **9 Constatation de l'exécution des prestations**

### **9.1 Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 1 mois à compter de la date de transmission des livrables. Par dérogation aux stipulations de l'article 29 du CCAG-PI, l'admission ne pourra pas être considérée comme étant tacitement acquise à l'écoulement du délai de vérification mentionnée à l'article 28.2.

### **9.2 Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, hormis la dérogation mentionnée à l'article 9.1., le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

## **10 Obligations des titulaires**

### **10.1 Obligation de résultats**

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat et s'engage à affecter à l'exécution de ses prestations le personnel nécessaire à sa réussite.

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir.

Pendant toute la durée de validité du présent marché, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations du marché, de conseiller le pouvoir adjudicateur durant le marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du pouvoir adjudicateur reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'Art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Par ailleurs, le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.

## **11 Prix et modalités de règlement**

### **11.1 Caractéristiques des prix**

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire pour les missions relatives aux études (lancement de l'étude, diagnostics et AMO) et unitaire pour la partie à bons de commande.

Le prix est à indiquer pour l'ensemble de la prestation en euros hors taxes.

Les prix sont détaillés le bordereau comprenant la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) et les prix unitaires (B.P.U.) qui a été complété par le titulaire lors de la remise de son offre.

### **11.2 Contenu des prix**

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations figurant au bordereau.

Tous les prix mentionnés dans le bordereau sont réputés Hors TVA. Le taux de TVA applicable est le taux en vigueur au moment du fait générateur. Dans les cas précis où le taux de TVA devrait être différent le titulaire précisera dans le bordereau et dans son mémoire technique le taux de TVA applicable.

Les prix s'entendent y inclus toutes sujétions inhérentes à la réalisation de la prestations (frais de déplacement, de restauration, d'hébergement, etc...).

### **11.3 Modalités de règlement**

#### **11.3.1 Présentation des factures**

Les factures sont établies en un seul original et portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom, raison sociale et adresse du titulaire
- La référence au bon de commande
- Le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro du marché
- La date d'établissement de la facture
- La nature des prestations effectuées
- La date de l'exécution des prestations
- La quantité et le prix unitaire des prestations effectuées
- Tout rabais, remise ou escompte appliqué
- Le montant total HT en euros
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC en euros

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, les factures ne comportant pas ces mentions seront rejetées et retournées à leur auteur pour être établies selon les règles de la comptabilité publique. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à ce qu'une nouvelle facture conforme parvienne à la Personne Publique.

## Les factures sont déposées sur le portail Chorus Pro

Ce portail est accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>

- i) En déposant ses factures,
- ii) En saisissant en ligne ses factures sur le portail

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques « aide » ou « en savoir plus »

Pour tout renseignement, le titulaire peut se rendre sur la page assistance utilisateur sur le site.

A l'aide du portail Chorus Pro, le titulaire peut adresser ses factures sous forme électronique plutôt que papier.

Le portail Chorus pro offre les fonctionnalités suivantes :

- Adresser les factures dématérialisées des fournisseurs à l'Ensa Dijon (par saisie manuelle ou dépôt de PDF) ;
- Suivre l'avancement du traitement des factures dématérialisées par l'Ensa Dijon Le portail permet aux fournisseurs de :
- Réduire les coûts et les délais de traitement et entraîner des gains de productivité tant pour les entreprises que pour l'État ;
- Sécuriser les échanges ;

Ce service est gratuit.

### 11.3.2 Délai global de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique les sommes dues au titre de l'exécution du présent marché sont payées dans un délai de trente jours.

Le mode de règlement est le virement administratif.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service comptabilité de l'Ensa Dijon, après service fait et admission des prestations.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'Ensa Dijon.

### 11.3.3 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

#### 11.3.4 Avance

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-3 et R. 2191-4 du code de la commande publique, et sauf refus du titulaire, une avance est versée au titulaire.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-PI, le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par l'Ensa Dijon au titre du règlement des demandes de paiement établies par le titulaire. L'Ensa Dijon pourra rectifier la facture établie par le titulaire en fonction de l'avance consentie.

Conformément à l'article R.2191-14 du code de la commande publique, le montant de l'avance sera intégralement remboursé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant maximum du marché.

Le règlement de l'avance interviendra au plus tard trente (30) jours à compter de la notification du marché.

#### 11.3.5 Remise des demandes de paiements

Le titulaire du marché remettra ses demandes de paiements au fur et à mesure de la réalisation de ses prestations sans pouvoir excéder la remise d'une demande d'acompte mensuelle.

Le montant de chaque acompte relatif à la mission considérée sera présenté sous forme de pourcentage du montant de la mission considérée figurant au bordereau.

## **12 Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **13 Droit de propriété intellectuelle**

Par dérogation aux articles 35.3.1 et 35.3.2 du CCAG-PI, l'exploitation et la publication des résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit de l'acheteur est soumise à l'accord préalable et exprès de l'Ensa Dijon.

## **14 Pénalités de retard, résiliation et litiges**

### **14.1 Défaut d'exécution ou non-respect des délais contractuels de livraison**

En cas d'inexécution, d'absence de livraison, ou encore de livraison incomplète, dans le délai contractuel mentionné dans le calendrier détaillé proposé par le titulaire dans son offre, les pénalités de retard s'établissent, à deux cent (200) euros par jour calendaire de retard, sauf accord exprès de prolongement du délai par le TNS.

Lorsque le titulaire est absent à une réunion, celui-ci encourt de retard, une pénalité forfaitaire de cinq cent (500) euros par absence à une réunion.



Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30,0 % du montant du marché.

## **14.2 Arrêt de l'exécution des prestations**

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'Ensa Dijon se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCP.

## **14.3 Résiliation**

L'Ensa Dijon peut, à tout moment, mettre fin à l'exécution du marché avant l'achèvement de celui-ci. La résiliation a lieu conformément aux stipulations du chapitre 7 du CCAG-PI.

## **14.4 Litige - règlement des différends**

En cas de litige, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Dijon.

La langue française est la seule applicable pour tout échange et correspondance

## **14.5 Référents du titulaire**

Afin de faciliter l'exécution du marché, le titulaire devra indiquer à l'Ensa Dijon les coordonnées précises du ou des correspondants de l'entreprise qui assureront le suivi du marché.

Ce/ ces correspondants devront être facilement joignables par l'Ensa Dijon, du lundi au vendredi, de 9h à 18h.

Prénom Nom : .....	Prénom Nom : .....
Fonction : .....	Fonction : .....
Courriel : .....	Courriel : .....
Téléphone : .....	Téléphone : .....
Portable : .....	Portable : .....

## **15 Liste récapitulative des dérogations au C.C.A.G.-PI**

L'article 5 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI

L'article 6 du présent CCP déroge à l'article 5.1.1 du CCAG-PI

L'article 9.1 du présent CCP déroge à l'article 29 du CCAG-PI

L'article 11.3.1 du présent CCP déroge à l'article 11.6 du CCAG-PI

L'article 11.3.4 du présent CCP déroge à l'article 11.1 du CCAG-PI

L'article 13 du présent CCP déroge aux articles 35.3.1 et 35.3.2 du CCAG-PI

L'article 14.1 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-PI